

Séance publique du lundi 30 mars 2015

Convoqué le mardi 24 mars 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 30 mars 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Absents :

Véronique PEREZ

Réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway - Etablissement des servitudes d'appui- accrochage pour l'éclairage public et la ligne aérienne de contact

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 Décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a été transformée en Métropole à compter du 1^{er} Janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} Janvier 2015 au 31 Décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par protocole intervenu entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole (délibérations du Conseil Municipal n° 2013-238 du 17 juin 2013 et du Conseil d'Agglomération n° 11744 du 25 juillet 2013), la Ville a autorisé la Métropole et son mandataire, la Société des Transports de Montpellier (TaM) à implanter les ouvrages du tramway sur le domaine public communal, et à réaliser les travaux nécessaires.

Ce protocole affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages en occupation du domaine public communal de la voirie, et notamment l'éclairage public qui en constitue un accessoire indispensable.

D'autre part, la Métropole a conclu avec TaM, une convention de mandat donné pour la réalisation du bouclage de la Ligne 4 de tramway (délibération n°9943 du 26 janvier 2011, et délibération n°9344 du 12/02/2010). Cette convention confie à TaM la conduite des études et la réalisation de l'ensemble de l'opération, en qualité de mandataire de la Métropole.

Dans ce cadre, à ce stade de l'opération, TaM, agissant au nom et pour le compte de la Métropole, va engager les démarches nécessaires à l'établissement des dispositifs d'éclairage public d'une part, et d'accrochage de la ligne aérienne permettant l'alimentation électrique du tramway d'autre part, pour le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Or, dans certaines configurations, il est difficile de positionner ces émergences (mâts notamment) sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée aux cheminements des usagers des modes actifs (piétons, vélos, ...), et surtout des personnes à mobilité réduite, soit parce que les caractéristiques et/ou l'occupation des sols et sous-sols concernés ne permettent pas techniquement l'implantation de ces émergences.

Dans ces conditions, il est parfois nécessaire de recourir à des dispositifs d'accrochage sur les façades, et d'instaurer pour ce faire des servitudes d'appui-accrochage. Pour mener à bien cette procédure, plusieurs dispositions doivent préalablement être prises par les personnes publiques compétentes. C'est l'objet de la présente délibération.

1 – Application des dispositions dites « Ville de Paris » au territoire de la Ville de Montpellier.

Dans ses articles L 171-2 à L.171-11, le Code de la Voirie routière permet notamment, sur les voies publiques et privées de la Ville de Paris, que cette dernière établisse des supports et ancrages pour les appareils d'éclairage public ou de signalisation et, s'il y a lieu, pour les canalisations et les appareillages s'y rapportant, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, soit sur tous ouvrages ou saillies sur ou sous la voie publique dépendant des immeubles riverains ; et ce sans phase préalable de déclaration d'utilité publique tant que ces opérations affectent les propriétés riveraines sans entraîner de dépossession définitive.

La loi 2007-1787 du 20 décembre 2007 a, par son article 23, modifié l'article L173-1 du Code de la Voirie routière, pour préciser que les articles visés ci-dessus (L171-2 à 171-11) sont applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie, d'éclairage public, de transport en commun.

De manière à pouvoir réaliser ces opérations d'implantation d'émergences, et notamment d'ancrage pour l'éclairage public, les équipements de signalisation, ou les lignes électriques d'alimentation des lignes de tramway, il apparaît utile pour la Ville de Montpellier de délibérer, à l'instar de la Métropole, en faveur de l'application sur son territoire des articles L 171-2 à L.171-11 du Code de la Voirie routière.

Cette disposition permettra à la Ville de Montpellier, à défaut d'accords amiables avec les propriétaires – accords qui seront recherchés en priorité -, de recourir à une procédure d'enquête publique ayant pour effet la création de servitudes obligeant le propriétaire à accepter les supports ou ancrages sur la façade de son immeuble. A noter que cette prérogative ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de clore ou bâtir son bien.

2 – Conduite des négociations amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaire à l'implantation des dispositifs d'éclairage public.

Aux termes de la convention de gestion transitoire conclue entre la Ville et la Métropole (délibération du Conseil Municipal n° 2014/522 du 17/12/2014 et délibération du Conseil de Communauté n°12661 du 18/12/2014), il revient à la Ville d'exercer la compétence éclairage public de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et de leurs ouvrages accessoires , et à ce titre de conduire les négociations amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaire à l'implantation des dispositifs d'éclairage public.

En parallèle, au titre de sa compétence en matière de Transport, la Métropole, représentée par son mandataire TaM, conduit dans le même temps des négociations comparables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaire à l'implantation des dispositifs supports de la ligne aérienne de contact.

Les riverains concernés étant le plus souvent touchés par des servitudes à établir pour les deux objets (éclairage public et ligne aérienne de contact - LAC), les deux Collectivités ont convenu qu'il était opportun que les négociations soient menées simultanément, par un interlocuteur unique.

C'est pourquoi il est proposé que la Ville de Montpellier confie à la Métropole la conduite de ces négociations amiables et la signature en son nom et pour son compte des conventions amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaires à l'implantation des dispositifs d'éclairage public. Cette mission entrant dans le cadre de la convention de mandat conclue entre la Métropole et TaM, elle pourra être remplie par le mandataire TaM.

3 – Organisation des enquêtes publiques préalables à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage « éclairage public » et « LAC ».

Les dispositions de l'article L. 171-7 du Code de la Voirie routière prévoient que « à **défaut d'accord amiable** avec les propriétaires intéressés, la décision autorisant la pose de supports [...] sur les propriétés privées est prise après **enquête publique** [...] organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Par courrier en date du 11/03/2015, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a d'ores et déjà sollicité la Ville de Montpellier pour lui demander de bien vouloir diligenter l'enquête publique nécessaire à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage pour les supports de LAC sur les propriétés pour lesquelles aucun accord amiable n'aura été trouvé.

Une enquête publique de même nature devra être prévue pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage relatives à l'éclairage public.

Il est donc proposé d'autoriser M. le Maire de Montpellier à prendre toutes dispositions pour :

- ouvrir, organiser (notamment par la désignation d'un Commissaire Enquêteur) et conduire simultanément les deux enquêtes publiques nécessaires à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage d'une part pour les dispositifs d'éclairage public associés à la 4^{ème} ligne de tramway, et d'autre part pour les supports de LAC.
- puis prendre les arrêtés d'instauration de servitudes à l'issue de ces enquêtes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- Autoriser l'application des articles L171-2 à L171-11 du Code de la Voirie Routière sur le territoire de la Ville de Montpellier ;
- Confier à Montpellier Méditerranée Métropole la conduite des négociations amiables et la signature en son nom et pour son compte des conventions amiables pour l'instauration des servitudes d'appui-accrochage nécessaires à l'implantation des dispositifs d'éclairage public, mission entrant dans le cadre de la convention de mandat conclue entre la Métropole et TaM ;
- Autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué compétent à prendre toutes dispositions nécessaires pour ouvrir, organiser et conduire simultanément les deux enquêtes publiques nécessaires à l'instauration des servitudes d'appui-accrochage d'une part pour les dispositifs d'éclairage public associés à la 4^{ème}

ligne de tramway, et d'autre part pour les supports de LAC, puis prendre les arrêtés d'instauration de servitudes à l'issue de ces enquêtes ;

- Autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué compétent à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large 'P' followed by a stylized 'S' and a final flourish.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2015